

Une analyse détaillée du projet de programme d'enseignement de spécialité d'Economie Approfondie en terminale ES par l'APSES

Remarques générales

Volume du programme

Alors qu'avec la réforme une partie seulement des élèves n'aura que 1H30 par semaine pour cette nouvelle option, le projet de programme propose de traiter 8 questions pour une trentaine de semaine de cours. De fait, chaque question devra être traitée en 5H30 environ, ou plutôt 4H00 si l'on soustrait les temps d'évaluation et de correction. Il s'agit simplement d'une mission impossible. Nous demandons que le nombre de chapitres soit limité à 6, ce qui nécessite de supprimer des chapitres ou d'en regrouper d'autres en les allégeant.

Un cloisonnement strict entre les disciplines qui pose problème

Le cloisonnement entre les sciences sociales et politiques d'un côté et l'économie de l'autre entraîne sur certaines questions des aberrations et des raisonnements partiels, pour ne pas dire partiiaux. Il est ainsi particulièrement inquiétant que les élèves se voient poser deux questions (« 4.1 Pourquoi et comment les pouvoirs publics cherchent-ils à maîtriser les dépenses de santé ? » et « 4.2 Quelles sont les contraintes économiques pesant sur les régimes de retraite ? ») où la protection sociale est perçue avant tout comme un coût, et sous un angle strictement économique, au détriment de ses autres dimensions sociales et politiques. Cette absence criante de pluralisme justifie la demande de l'APSES d'une réintroduction d'une option de Sciences Economiques et Sociales, d'autant plus qu'il faut s'interroger sur l'attractivité de cette option « économie approfondie » face à l'option « mathématiques » qui risque d'être massivement choisie par les élèves se destinant à des études d'économie ou à des classes préparatoires.

Une absence de cohérence entre le programme de première, de terminale et cet enseignement optionnel de spécialité de terminale

On notera l'absence de préambule pour cet enseignement optionnel, qui ne permet pas d'en définir les objectifs ou d'en cerner la spécificité. Plus qu'un approfondissement, l'approche retenue semble celle d'une addition de thèmes par rapport au programme de tronc commun.

Par ailleurs, quelle cohérence y a-t-il à proposer dans cette option d'économie approfondie un thème entier sur les stratégies d'entreprises et la politique de la concurrence, alors que ces dernières auront été étudiées exactement dans les mêmes termes en première ? Pourquoi étudier en tronc commun de terminale les crises et fluctuations sans aborder les crises financières, en réservant celles-ci pour la seule option d'économie approfondie ? Cette absence de cohérence dément l'affirmation présente dans le préambule du programme de première, qui précise que « Le programme de sciences économiques et sociales a été conçu dans le cadre d'une perspective d'ensemble du cycle terminal ». Elle justifie la demande de l'APSES, des professeurs de SES et de 11 associations d'universitaires, de convoquer un nouveau groupe d'experts chargé d'une réécriture de l'ensemble des programmes de SES du cycle terminal.

Economie Approfondie

Classe terminale de la série ES - Enseignement de spécialité

1. Instabilité financière et régulation

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires	Remarques de l'APSES
1.1. Qu'est ce que la globalisation financière ?	Actif financier, marché primaire, marché secondaire, intermédiation financière	<p>On décrira d'abord la structure du marché international des capitaux, composé de différents segments, dont principalement le marché des changes, les marchés de taux d'intérêt, le marché des actions et les marchés des matières premières. On insistera sur le rôle économique de chacun d'entre eux et on identifiera les différents acteurs y réalisant des transactions (entreprises, investisseurs institutionnels...). Sur le marché des actions et le marché obligataire, on distinguera le marché primaire et le marché secondaire. On analysera ensuite le triple processus de désintermédiation, déréglementation et décloisonnement qui caractérise l'évolution du marché des capitaux depuis les années 1990. On illustrera les interactions entre les différents compartiments en montrant comment un choc informationnel sur l'un des segments (changement de taux directeur d'une Banque centrale, publication d'indicateurs économiques, annonce de résultat d'entreprise, déclaration politique...) peut déstabiliser les autres marchés. En prenant appui sur le programme de première, on expliquera enfin le principe et le rôle de la titrisation et des dérivés de crédit.</p> <p>Acquis de première : financement direct/indirect*, taux d'intérêt*, risque de crédit*</p>	<p>Ce thème devrait figurer dans l'enseignement obligatoire de tronc commun au regard de son acuité.</p> <p>La question de la première colonne apparaît comme peu problématisée, contrairement à la question 1.2. Nous proposons de la remplacer par la question suivante : « Pourquoi a-t-on assisté à une globalisation financière », ce qui permettrait en outre d'expliquer les raisons qui ont conduit les Etats à prendre cette direction. A ce titre, il est pour le moins surprenant que l'accent ne soit mis que sur les déséquilibres, sans que soit mentionné l'intérêt de la globalisation financière, en termes d'allocation des capitaux notamment.</p> <p>Etant donné le temps imparti pour l'option, la question des interactions entre les différents marchés, de la titrisation et des dérivés de crédit apparaît délicate à traiter.</p>
1.2. Comment	Aléa moral,	On montrera la nécessité de réguler les	Il s'agit d'une question susceptible de susciter

expliquer les crises financières et réguler le système financier ?	effet-levier, risque systémique, comportement mimétique, régulation	<p>marchés financiers, exposés au risque de déséquilibres liés à des mouvements spéculatifs et pouvant conduire à un choc systémique. On présentera les mécanismes susceptibles d'engendrer un tel choc, en insistant particulièrement sur l'effet-levier et le risque de crédit, ainsi que sur le rôle des anticipations mimétiques et de l'aléa moral. L'exemple du marché des matières premières agricoles permettra d'illustrer le fonctionnement d'un marché caractérisé par des comportements spéculatifs. Parmi les instruments de la régulation, on évoquera la normalisation prudentielle (fonds propres des banques...), le contrôle des agents et activités soumis au risque de conflit d'intérêt (agences de notation, titrisation...), le contrôle de la finance dérégulée (paradis fiscaux, fonds spéculatifs...), le renforcement de la transparence des marchés.</p> <p>Acquis de première : asymétrie d'information*, risque de crédit*, bilan*</p>	<p>l'intérêt des élèves et de les motiver à acquérir des savoirs et méthodes d'analyse solides.</p> <p>Notons cependant que dans les explications et les régulations des crises financières, il n'est pas mentionné de réforme structurelle du fonctionnement des marchés (par exemple la limitation de la titrisation, le cloisonnement des activités bancaires...).</p>
--	---	--	---

2. Économie et démographie

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires	Remarques de l'APSES
2.1. Comment les évolutions démographiques contribuent-elles à expliquer les choix d'épargne et de consommation ?	Épargne, accumulation du capital	En partant de la diversité des taux d'épargne des pays, on introduira la notion de cycle de vie, qui permet une représentation simple des choix individuels de consommation et d'épargne. On montrera qu'elle implique un lien entre l'évolution des structures démographiques (transition, vieillissement, etc.) et l'accumulation de capital dans l'économie. En s'appuyant sur l'analyse du solde courant de la balance des paiements, on montrera que la mobilité internationale du	Il s'agit d'une question peu susceptible de susciter l'intérêt des élèves. Dans le cadre d'un programme bien trop chargé, il conviendrait de la supprimer.

		capital permet des écarts persistants entre accumulation nationale et investissement. Acquis de première : équilibre emplois/ressources*, allocation des ressources*	
2.2. Quels sont les liens entre dynamique démographique et croissance économique ?	Mouvement naturel, mouvements migratoire, population active, politique familiale	On rappellera les grandes évolutions démographiques séculaires et on montrera, notamment à l'aide de comparaisons européennes, les différences dans les dynamiques démographiques nationales. On analysera les principaux canaux par lesquels le vieillissement démographique influe sur le fonctionnement de l'économie. On illustrera à l'aide d'exemples simples les déterminants et effets économiques des flux migratoires.	Les méfaits du cloisonnement disciplinaire apparaissent lorsque ce chapitre propose de n'étudier que les déterminants et effets économiques des flux migratoires. Pourquoi empêcher de convoquer les analyses de sociologie et de science politique qui sont pourtant essentielles pour comprendre le phénomène ?

3. Stratégies d'entreprises et politiques de concurrence

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires	Remarques
3.1. Dans quelles circonstances les entreprises peuvent-elles exercer un pouvoir de marché ?	Monopole discriminant, barrière à l'entrée, faiseur de prix	En faisant référence au programme de première, on rappellera la diversité des structures de marché et la notion de pouvoir de marché*, qui permet aux entreprises d'élaborer des stratégies concurrentielles. On analysera la nature et la variété des barrières à l'entrée qui expliquent l'existence d'un pouvoir de marché* et sa persistance. A l'aide d'exemples simples (tarification dans les transports, dans les télécommunications, etc.), on étudiera les stratégies de prix du monopole discriminant. Acquis de première : oligopole*, monopole*, pouvoir de marché*, preneur de prix*, coût moyen/marginal*, recette moyenne/marginale*	Dans le cadre d'un programme bien trop chargé, il conviendrait de supprimer cette question, qui pointe l'absence de cohérence entre le programme de première et les programmes de terminale. Le programme de première comporte en effet un chapitre entier consacré à la même question : « 3.3. Comment les marchés imparfaitement concurrentiels fonctionnent-ils ? », On soulignera le caractère très particulier du marché concurrentiel et on introduira la notion de structures de marché. Sans aucun recours à la formalisation et à l'aide d'exemples (monopole dans le domaine de l'électricité ou du transport, situations de concurrence monopolistique engendrées par l'innovation ou la différenciation des produits, oligopoles dans

			<p>les domaines de l'automobile, des composants électroniques, etc.), on montrera que les vendeurs mettent en œuvre des stratégies susceptibles de renforcer leur pouvoir de marché (positionnement et marketing des produits, ententes entre vendeurs, guerres de prix, création de demande captive, etc.). On pourra s'interroger sur les conditions favorisant ces structures non concurrentielles et sur le rôle des pouvoirs publics dans la régulation de la concurrence.</p> <p>Quel est l'intérêt pour les élèves de répéter en terminale ce qu'ils ont déjà vu à l'identique en première ?</p>
<p>3.2 Quel est le rôle de la politique de la concurrence ?</p>	<p>Collusion des producteurs, cartel de producteurs, comportements stratégiques, marché pertinent</p>	<p>En s'appuyant sur des exemples, on exposera les moyens dont disposent les autorités, en France et à l'échelon européen, pour lutter contre les ententes illicites et protéger les intérêts des consommateurs.</p>	<p>Là encore, il s'agit d'une redondance parfaite avec le chapitre 3.3 du programme de première, qui demande explicitement d'étudier « le rôle des pouvoirs publics dans la régulation de la concurrence »</p> <p>Notons qu'ici, à aucun moment on ne s'interrogera sur le fait de savoir s'il existe des cas où l'absence de concurrence peut être souhaitable, et que la notion de service public est absente de la question.</p> <p>Nous proposons de remplacer ces deux questions par la problématique suivante : « La concurrence est-elle toujours souhaitable », ce qui permettrait à la fois d'analyser les stratégies des entreprises, la politique de la concurrence telle qu'elle est menée au niveau national/européen aujourd'hui, tout en s'interrogeant sur la question des SIEG/services publics.</p>

4. Protection sociale

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires	Remarques de l'APSES
4.1 Pourquoi et comment les pouvoirs publics cherchent-ils à maîtriser les dépenses de santé ?	Incitation, asymétrie d'information, aléa moral, sélection adverse	<p>On montrera comment la gestion des systèmes de santé est confrontée à la question de l'articulation entre une régulation marchande et une régulation administrée : dans les deux cas se posent des problèmes d'incitation et d'asymétrie d'information* (tarification à l'acte ou budget global, liberté d'installation et équité dans l'offre de soin, ticket modérateur, etc.).</p> <p>Acquis de première : prélèvements obligatoires*, production marchande et non marchande*, asymétries d'information*, relation d'agence*, fonctions économiques de l'Etat*</p>	<p>Il s'agit d'une question particulièrement orientée, qui tend à présenter la santé comme un simple coût et non comme un bien collectif qui peut profiter à tous.</p> <p>L'optique économiste adoptée empêche de s'interroger sur les inégalités d'accès à la santé, et sur les choix politiques inhérents à toute décision de politique publique dans ce domaine.</p>
4.2 Quelles sont les contraintes économiques pesant sur les régimes de retraite ?	Répartition, capitalisation, taux de remplacement, ratio de dépendance	<p>On exposera les principes de base des deux grands types de régime de retraite (répartition et capitalisation). On présentera les débats relatifs au financement de ces régimes en montrant l'articulation de variables démographiques et économiques. On montrera notamment l'importance des choix en matière de ressources de ces régimes, de taux de remplacement, de durée de cotisation. On soulignera à cette occasion que si les analyses économique et sociologique peuvent éclairer les débats en présentant un état de la situation et une évaluation des diverses évolutions concevables, elles ne peuvent se substituer au débat démocratique et aux choix politiques.</p> <p>Acquis de première : prélèvements obligatoires*, revenus de transfert*, solidarité*, Etat providence*</p>	<p>Il s'agit d'une question très partielle, qui la rend de fait partielle. Les méfaits du cloisonnement disciplinaire apparaissent ici au grand jour, de manière particulièrement hypocrite puisque, si les indications complémentaires mentionnent la question des analyses sociologiques, des débats démocratiques et des choix politiques, force est de constater que ces dimensions sont justement totalement absentes de l'intitulé et de la liste des notions.</p> <p>N'aborder la question des retraites que sous le seul angle de la contrainte économique, c'est empêcher les élèves de penser l'ensemble de ses dimensions sociales et politiques, qui ont pourtant fait l'actualité lors de la récente réforme des retraites : inégalités-hommes femmes, pénibilité, rapport au travail, etc...</p>

